La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

FONDÉ EN 1935

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» **V. Hugo.**

N° **1186** mai 2017 **SOMMAIRE :**

• **ACTUALITÉ**

page 2 Au fil des jours

JEAN-PIERRE MON *explique brièvement comment la professionnalisation des femmes et des hommes politiques a provoqué la fin des grands partis.*

page 3 E. Macron nous fait marcher !

MARIE-LOUISE DUBOIN *souligne que le programme du nouveau Président de la République ne doit pas faire illusion : il s'agit de poursuivre, en plus dur, la politique menée depuis la révolution libérale par la droite et par "la gauche".*

• **RÉFLEXIONS**

page 4 L'économie mondiale, ou la boîte de Pandore

GUY GOURÉVITCH *constate qu'il faut vite changer la nature et la signification de nos paradigmes.*

page 6 *III. quelques idées sur l'énergie*
Les catastrophes annoncées

MICHEL BERGER, *poursuivant son exposé sur l'énergie, souligne la multitude des effets contraires auxquels nous sommes confrontés et des sacrifices qu'il va falloir faire.*

page 10 Mérite, quand tu nous tiens !

FRANÇOIS CHATEL *continue de dénoncer l'aspiration au mérite qui a dégénéré en une soumission à la concurrence générale.*

• **LECTURES**

page 12 Les autres voix de la planète

page 13 Un père livre ses repères

page 14 Courrier des lecteurs

PRIX en FRANCE 3 € **ISSN : 2117-5047, eISSN : 2493-2752** *commission paritaire* N°0418 I 83051

Une Europe plus sociale ?

«Depuis les années 1990, les institutions européennes semblent avoir placé leur totale confiance dans la fable des marchés autorégulateurs censés procéder par eux-mêmes à l'allocation optimale des ressources. Ce fut la principale erreur de conception de l'Union économique et monétaire européenne. Avec la crise, certains responsables politiques semblent aujourd'hui en revenir»[1]. En effet, comme le montrent les chiffres, au lieu de converger, les économies des pays de l'UE n'ont cessé de diverger… C'est peut-être ce constat qui, devant la prise de conscience du "déclassement" des classes populaires et de la montée concomitante de l'europhobie, a poussé la Commission européenne a entreprendre l'étude d'un *«socle des droits sociaux»* censé renforcer les droits et les protections des citoyens européens. Ce socle social énonce une vingtaine de grands principes concernant les mêmes opportunités d'accès pour tous au marché du travail, des conditions de travail équitables et une protection sociale plus *«inclusive»*.

La Commission se prononce en outre pour la mise en place dans chaque État-membre d'un salaire minimum qui prenne en compte les évolutions du niveau de vie et des besoins élémentaires des travailleurs.

Il y a cependant peu de chances que ces propositions se concrétisent. Car en matière sociale, contrairement à ce que l'on entend souvent, ce sont les États-membres qui disposent du pouvoir : la Commission n'a pas autorité pour imposer un revenu minimum ou une assurance chômage européenne et jusqu'à présent les États ont bloqué toute tentative d'harmonisation.

La fin des partis ?

Si, comme le révélait un sondage *Harris interactive* réalisé en avril 2016 pour la *Chaîne parlementaire*, les Français jugent les partis politiques *«nécessaires, notamment pour permettre à toutes les sensibilités politiques d'être représentées et pour organiser les campagnes électorales»*, ils les considèrent cependant comme menteurs et les jugent incapables d'innover et de réformer. D'après le *Baromètre 2017 de la confiance politique*[2], 89% des personnes interrogées estiment que *«les élus ne se préoccupent pas de ce qu'elles pensent»* et 67% qu'ils se soucient d'abord des riches et des puissants. La chute en 10 ans du nombre des adhésions aux grands partis (- 200.000 au PS, - 130.000 à l'UMP-Les Républicains) constitue une sévère confirmation des jugements exprimés dans ces enquêtes. *«Aujourd'hui, beaucoup de partis politiques sont des formations "attrape tout". Ils cherchent à fédérer une large base électorale et opèrent des rapprochements idéologiques inattendus – c'est le cas par exemple du Parti Socialiste qui a abandonné toute référence à la lutte des classes. Ils sont dans la plupart des pays européens (en France depuis 1989), financés par des fonds publics et, en verrouillant un système électoral qui les favorise, se partagent le pouvoir d'État malgré d'éventuelles alternances politiques»*[3].

Il n'est donc pas étonnant que dans un tel contexte apparaissent de nouvelles formations antisystème dont *«les plus récentes se proposent de renouveler la démocratie et l'offre politique en dépassant les vieux clivages d'alternance – droite et gauche, socialisme et libéralisme – mais aussi en s'appuyant sur les réseaux et les possibilités de s'exprimer et de se fédérer massivement grâce au Web»*[4]. C'est, bien sûr, le cas du mouvement *"En marche !"* (240.000 adhérents le 6 avril) et de celui de *La France insoumise* (430.000 soutiens sur sa plateforme le 20 avril) qui montrent que la militance peut se développer en dehors des partis traditionnels.

Les prochaines élections législatives montreront s'il s'agit ou non d'un simple phénomène intermittent ou d'un profond changement.

Une synthèse créatrice

Les résultats de l'élection présidentielle ont montré à l'évidence que l'alternative droite-gauche classique est incapable de répondre aux défis sociaux, économiques et environnementaux du monde futur. La campagne électorale ne les a même pas abordés. Pour le paléoanthropologue, Pascal Picq, professeur au Collège de France, ces défis sont : *«cinq générations vivant ensemble, une maîtrise médicale et technique sur tous les aspects de la vie, une multiplicité de formes familiales, une appétence effervescente des jeunes générations pour l'entreprenariat, une dissociation croissante emploi-rémunération-travail avec en toile de fond le revenu universel* (dont on n'a pourtant jamais autant parlé dans le monde) *et la formation, les bouleversements dans tous les métiers de la conception à la commercialisation en passant par les modes de production, une pensée écologique globale alors que la majorité des humains s'urbanise massivement, une médecine qui mute en passant du paradigme de la santé à celui de soin et enfin les questions de citoyenneté»*[4].

Jean-Pierre MON

1. C. Degryse, Institut syndical européen, Bruxelles.

2. Centre de recherches politiques de Sciences Po.

3. Richard Katz et Peter Mair, *Changing Models of Party Organization and Party Democraty , The Emergence of the Cartel Party* , Sage Journals, janvier 1995.

4. P. Picq, *Bâtir vite un vrai parti progressiste, Le Monde*, 7- 8/ 05/2017.

E. Macron nous fait marcher !

Ce que les électrices et les électeurs viennent de manifester, et très nettement, c'est leur rejet de la politique menée depuis la révolution libérale par les partis qui se disaient "de gouvernement"…
Et pourtant, c'est bel et bien cette même politique que l'énarque élu, aux discours à la fois brillants et flous, se propose de mener, tambours battants…
Comment prétendre que nous sommes en démocratie ?

*

Certes, le pire a peut-être été évité, pour le moment ! Car le discours xénophobe, chauvin et haineux du FN, même s'il a fait peur, ne l'a pas emporté. Ce parti a pourtant osé se servir des revendications des défavorisés pour faire semblant de vouloir mener une politique sociale, alors que tout prouve le contraire : le comportement de ses élus locaux, les votes de ses députés au niveau européen, et son programme. Rendre l'étranger responsable du chômage et de la précarité n'a pas réussi à cacher le fait qu'il ne proposait rien pour mettre fin à la cause de la croissance scandaleuse des inégalités.
Mais gare ! Si les laissés pour compte sont de plus en plus nombreux, le parti de la violence, en jouant ainsi sur leur détresse, ne peut que gagner du terrain.

*

Minoritaire, puisqu'il n'a obtenu que 44% des voix des inscrit(e)s, et dont une large part n'était nullement approbation pour lui mais bien refus de son adversaire, l'élu se pose en triomphateur. La façon dont il s'est donné en spectacle, dès le soir de l'élection, est significative !
En fait, grâce à son intelligence, sa confiance en lui, son flair politique… sa formation et ses relations, il a su adroitement tirer parti du dégoût qu'éprouve une large majorité de la population à l'égard des politiciens-vedettes des grands partis. Ce serait tant mieux s'il s'agissait de changer de politique. Mais hélas, c'est bien la même politique qu'il prépare ! Et même en plus fort, car le nouveau Président de la République n'a pas caché ses intentions. Lui, le droit du travail, c'est par ordonnances qu'il entend le démanteler ! Alors vive "l'ubérisation" des emplois ! Son programme c'est encore plus d'austérité, la suppression de beaucoup de postes de fonctionnaires, la remise en cause du régime des retraites, de l'enseignement public, de l'assurance chômage. C'est une fiscalité allégée pour les plus riches mais rien contre l'utilisation des paradis fiscaux. C'est la signature d'odieux accords de libre-échange (dont le CETA dans l'immédiat) sans consultation populaire. C'est la suppression des quelques règles qui ont été imposées aux banques après la crise dont elles sont responsables, etc. Bref, c'est la poursuite de cette absurde et catastrophique politique "de l'offre", qui se dit "libérale" alors qu'en fait elle consiste à rogner sur ce que la population qui peine croyait être des "acquis sociaux", afin d'aider financièrement (exonérations, défiscalisations) les entreprises (surtout les plus grosses !) sous prétexte que les rendre plus compétitives ce serait "redresser (??) la France"… Et c'est aussi la superbe ignorance de la transition énergétique, écologique et environnementale, qui s'impose pourtant d'urgence.
Voilà ce qui nous attend si la "majorité présidentielle" obtient aux législatives un nombre suffisant d'élus.
De nouvelles têtes ne peuvent que distraire…

*

Alors quand le nouveau président prétend que son programme n'est ni de gauche ni de droite, **il nous fait marcher**. En jouant sur le fait que l'électeur est désemparé parce qu'un parti qui se disait de gauche a mené une politique de droite, sa manœuvre peut faire illusion. Il n'empêche que reste la différence profonde entre droite et gauche: le souci principal est pour la droite, l'argent, pour la gauche, les gens.
La confusion peut venir du fait que les ambitieux qui veulent faire carrière en politique, qu'ils soient de droite ou de gauche, font des déclarations qui se ressemblent : «*je fais à la France le don de ma personne ! Vive la République ! Vive la France !*». Et ça marche encore, au point que les citoyen(ne)s gobent encore les mêmes refrains et les promesses de mesures qui ont montré leur inefficacité ! Comme s'il était encore possible d'y croire !
Pourtant, les besoins sociaux sont criants et les citoyens ne sont pas idiots ! Alors pourquoi, comment, le discours dominant parvient-il à paralyser leur esprit critique et leur capacité de jugement ?
Et surtout, d'où vient cette paralysie générale des imaginations, cette peur, cette obstination à refuser de voir que l'évolution de plus en plus rapide des conditions techniques et environnementales impose de revoir nos façons de penser ?
Une piste de réponse se trouve peut-être dans le dernier chapitre du livre que Jacques Généreux a publié récemment au Seuil sous un titre sans ambiguïté : *La déconnomie - Quand l'empire de la bêtise surpasse celui de l'argent…*
À approfondir…

Marie-Louise DUBOIN

L'économie mondiale, ou la boîte de Pandore

Pandore fut la première femme. Zeus la créa en argile. Athéna lui donna la vie, et Zeus offrit sa main à Épiméthée, frère de Prométhée.
Pandore apporta dans ses bagages une boîte mystérieuse que Zeus lui interdit d'ouvrir. Celle-ci contenait tous les maux de l'humanité – la Vieillesse, la Maladie, la Guerre, la Famine, la Misère, la Folie, la Mort, le Vice, la Tromperie, la Passion, l'Orgueil – mais aussi l'Espérance.
Quelque temps passa et Pandore céda à sa curiosité ; elle ouvrit la boîte, libérant ainsi les maux qui y étaient contenus. Elle voulut la refermer pour les retenir ; hélas, il était trop tard. Seule l'Espérance, plus lente à réagir, y resta enfermée.

D'abord, il y a l'économie de marché. Elle fascine par sa simplicité : il y a des produits, des services, d'un côté et des besoins de l'autre ; il y a nécessité de produire et il y a des capacités de travail et des compétences disponibles. Des marchés d'offres et de demandes se créent, et le prix d'échange (d'une marchandise ou d'un travail) se forme au cours du temps, tout naturellement. Comme la somme des intérêts de chacun fait l'intérêt général - les uns monnayant leurs produits, les autres fournissant le travail pour les fabriquer - l'équilibre de la société humaine, tel celui d'un pendule, est inéluctablement atteint : la "*main invisible du marché*" est aussi invisible que la gravitation ; mais comme elle, elle est partout, elle organise tout, elle régule tout.

L'économie de marché est aujourd'hui à ce point considérée comme incontournable, qu'elle est souvent confondue avec la démocratie, la liberté, les valeurs fondamentales ; elle refléterait en quelque sorte le caractère permanent (divin ?) d'un ordre naturel venu du fond des âges.
D'ailleurs, nous avons tout essayé. Des royaumes titanesques, des églises toutes puissantes, des empires mégalomanes, des régimes soviétiques dévoyés, des délires nazis, fascistes et racistes : tous ont mené aux catastrophes totalitaires, génocidaires et guerrières que l'on connaît.
Tel un chat échaudé craignant l'eau froide, l'humanité se refuse désormais à envisager toute autre possibilité, allant jusqu'à s'auto-interdire d'imaginer, ne serait-ce qu'une utopie : il n'y a pas d'alternative, "tina" en anglais.
L'économie de marché est devenue société de marché.

*

Bon, admettons. Mais nous voulons le plein emploi. Et ceci se comprend : quelle épreuve terrible que de ne plus pouvoir subvenir à ses propres besoins, que d'être dans l'incapacité de nourrir sa famille et de se sentir inutile, et assisté, injure finale !
«*Il faut se battre pour le plein emploi*», nous dit-on comme un leitmotiv, comme si on y croyait vraiment.
Mais la logique de la société de marché est celle du cahier de l'épicier : il faut augmenter les recettes (les ventes, la production), et diminuer les dépenses (à commencer par celles liées à la main d'œuvre).
Et pour ce faire, il est indispensable d'améliorer la productivité.
Pour fabriquer une voiture, un immeuble, un frigidaire, un vêtement, il faut aujourd'hui cinq fois moins de temps et vingt fois moins de bras qu'il y a un siècle.
La productivité est une réalité merveilleuse : elle entraîne la diminution des tâches répétitives - émancipation indéniable - et celle, non moins spectaculaire des coûts de main d'œuvre, ce qui constitue finalement le vrai progrès.
Pendant ce même siècle, la population humaine a été multipliée par sept, et l'espérance de vie multipliée par presque deux (pas pour tout le monde, rassurez-vous).
Là encore, on ne peut que s'en féliciter ; mais globalement - nous disons bien à l'échelle de la planète - le plein emploi apparaît alors comme un horizon qui s'éloigne en même temps que nous avançons : nous avons besoin de moins en moins d'humains pour produire les richesses, et nous sommes de plus en plus nombreux … et vieux.

*

Bon, admettons. Mais nous voulons aussi préserver notre planète. Là, c'est vrai, on s'en est aperçu un peu tard ; mais il faut nous comprendre : nous avions tellement pris l'habitude de nous servir, et d'utiliser sans limite des ressources naturelles dont le prix est nul, puisqu'elles sont en quantité infinie. Il suffisait d'aller les prendre, de préférence chez le voisin, même (parfois surtout) s'il fallait l'occire.
Tout ceci a bien fonctionné pendant un certain temps (quelques millénaires tout de même), jusqu'au moment où nous nous sommes retrouvés à

sept milliards d'individus - neuf milliards bientôt, si tout va bien – sur une sphère de quarante mille kilomètres de circonférence, dont les deux tiers de la surface sont occupés par de l'eau salée – milieu poissonneux et énergétique, mais, on en conviendra, difficile à vivre.
On comprend dès lors qu'il n'y en aura pas pour tout le monde. Car même si certaines ressources naturelles se reproduisent, nous aussi, et à quelle vitesse !
Nous pouvons ajouter qu'en produisant des biens, en se déplaçant sans cesse, en créant des mégalopoles, en climatisant l'air de nos appartements dès vingt et un degrés, et en arrosant notre gazon pour faire joli, on peut parfois déranger les quelques équilibres que cette malheureuse planète a mis tant de millions d'années à mettre au point.
Mais ne compliquons pas le problème.

*

Si les ressources naturelles, et en premier lieu l'énergie, n'existent qu'en quantité finie, la logique nous dit qu'elles vont devenir rares, non seulement en absolu, mais surtout quand on va devoir les diviser par neuf milliards.
Il va donc falloir, la mort dans l'âme, nous résigner à planifier leur utilisation. Et ceci au niveau mondial ; parce que si on se limite à quelques territoires, ou quelques hommes de bonne volonté, nous sentons bien qu'au point où on en est, cela ne servira à rien.

*

À ce stade du raisonnement, on peut se demander si une planification mondiale des ressources est bien raisonnable, c'est-à-dire compatible avec l'inoxydable économie de marché.
En effet, qui dit planification, dit règlementation, régulation, contrôle.
Et qui dit planification mondiale, dit organismes supranationaux, dotés de pouvoirs législatifs, mais aussi exécutifs et de sanction.
Impossible. Inimaginable. Qu'allons-nous faire de la liberté individuelle, de la liberté d'entreprendre, de la liberté de consommer, enfin de la liberté, quoi ?
Et qu'allons-nous faire de nos souverainetés nationales, piliers de nos cultures ?

*

Heureusement, il y a une autre solution, qui est de ne plus diviser les ressources par neuf milliards, mais par moins.
Eliminons d'emblée une solution construite autour des armes nucléaires ou biologiques, elle ne serait pas politiquement correcte.
Alors il ne reste plus qu'à diviser inégalement : le marché, toujours lui, va réguler et sélectionnera naturellement (au sens de *"l'ordre naturel"*), ceux qui auront les richesses, ceux qui auront du travail – les bons – et ceux qui en auront moins, beaucoup moins, voire pas du tout – les mauvais.
Ainsi, l'économie de marché, couplée à notre démographie, toutes deux planétaires et incontrôlées, amènent inexorablement à augmenter la part des riches et le nombre des pauvres.
Jusqu'à ce que, par épuisement des ressources, il n'y ait même plus de quoi nourrir les riches, ce qui, il faut l'admettre, est conceptuellement inacceptable.

Il n'y a pas à s'étonner de la monstruosité des inégalités que nous observons : elles sont parfaitement normales, pourrait-on dire, et ses conséquences directes - repliement sur soi, peur de l'autre, montée de l'intégrisme religieux, crises à répétition, guerres locales - le sont tout autant.

*

Il nous reste un grand espoir, les nouvelles technologies : la robotique, l'internet des objets, l'intelligence artificielle, la mobilité, les réseaux sociaux, bref la nouvelle économie. Mais celle-ci aura, durablement, autant d'effet que l'immense pot de fleurs dans lequel nous plongeons nos têtes. Car elle ne modifie en rien les termes de l'équation : ressources finies, population humaine en augmentation, besoins toujours plus importants et insatisfaits, induisant une pollution et un réchauffement climatique devenus hors contrôle. La technologie va même accentuer un des paramètres majeurs de cette équation : la croissance de la productivité.

La société humaine risque donc fort, telle une étoile en fin de vie, de s'effondrer sous son propre poids.

*

Alors que faire ? Attentisme ? Fatalisme ?
Certainement pas. Une population de neuf ou dix milliards d'individus exige de penser une société de masse, une société dont la structure et le fonctionnement ne peuvent plus reposer sur des concepts inventés en un temps où la planète supportait moins de deux milliards d'hommes et de femmes.

Ce sont nos paradigmes qui doivent changer – marché et consommation, propriété et liberté, nations et frontières, production et travail, pouvoir et démocratie. Ils doivent changer de nature, de signification même, car le saut quantitatif auquel nous sommes confrontés devient, par sa dimension, un saut qualitatif dans un inconnu à repenser, à réinventer.
Par qui ? Comment ? Personne ne le sait.

*

Mais ce que nous savons, c'est que nous devons faire vite, très vite, avant que la boîte de Pandore, qui est restée grand'ouverte, se referme sur l'Espérance.

Guy GOURÉVITCH

III. quelques idées sur l'énergie.

Les catastrophes annoncées

Les perspectives d'un réchauffement de la terre sont connues : épuisement rapide des ressources fossiles, prolifération des pollutions dangereuses, disparition de nombreuses espèces vivantes animales et végétales. Tous indices d'une perturbation magistrale qui pourait conduire à l'extinction de l'espèce humaine. Quelques sceptiques refusent les évidences, et certains se révèlent même assez convaincants pour prendre "*démocratiquement*" le pouvoir, comme aux États-Unis. Pourtant le monde se mobilise, trop lentement diront certains, mais la COP 21 a témoigné d'une prise de conscience collective qui touche désormais la plupart des pays.

Les conséquences des activités humaines sur l'avenir de la planète sont multiples, de natures différentes, et leurs contenus scientifiques ne sont pas immédiatement perceptibles. Elles interfèrent les unes avec les autres, et il est très difficile de les évaluer sereinement, en acceptant une dose d'incertitude qui ne remet cependant pas en cause l'essentiel.

Si, comme nous l'avons vu, l'énergie est indispensable à la vie, c'est aussi un facteur de destruction. Toutes les énergies, y compris les "r*enouvelables*", sont potentiellement dangereuses et parfois sources de nuisances, mais nous y sommes tellement habitués et notre addiction à l'énergie est telle que nous sommes prêts à tout accepter, voire à fermer les yeux tant sur les incidences économiques et politiques que sur le rôle des lobbies industriels et des intérêts privés qui faussent les appréciations du public.

Par une facilité un peu rapide, on partage les énergies entre les plus condamnables, les énergies fossiles et nucléaires, et les plus bénéfiques, les énergies renouvelables.

Or tout n'est pas aussi simple. S'il est évident que les énergies fossiles traditionnelles sont à terme condamnées, ne serait-ce qu'en raison de leur épuisement proche, il n'en est pas nécessairement de même des autres formes d'énergie, dont l'énergie nucléaire, même si les dispositifs actuellement utilisés sont condamnés à court et moyen terme.

Quant aux énergies dites renouvelables, elles ne sont pas sans conséquences sur l'environnement humain ou naturel et leur expansion irréfléchie peut aussi entraîner une dégradation de nos cadres de vie.

Les combustibles fossiles et l'effet de serre

Ce que l'on appelle "*l'effet de serre*", et sa conséquence immédiate, le réchauffement de la planète, est l'effet négatif de la combustion du carbone et de ses composés. En brûlant, ils dégagent du gaz carbonique, de la vapeur d'eau, et de nombreux produits dangereux comme le dioxyde d'azote, l'ozone, des particules fines, et même des produits radioactifs (une centrale à charbon émet plus de radioactivité qu'une centrale nucléaire).

Le réchauffement de la terre a permis d'éclore à la vie telle que nous la connaissons. Sans lui, la température moyenne de la planète se serait stabilisée aux environs de -18°. Nous bénéficions donc d'un créneau de température favorable, assez bref dans l'histoire du monde, et pendant lequel la vie, végétale ou animale, s'est développée.

Les fluctuations de la température terrestre sont restées limitées. Elles ont eu cependant des incidences profondes sur l'évolution des espèces vivantes.

Comme on le sait, le soleil apporte à la terre une énergie dont la puissance est d'environ 1 kW/m^2. Il y a en permanence échange d'énergie entre le soleil, la terre et les espaces intersidéraux. La température de la terre s'ajuste pour que ces échanges soient toujours à somme nulle. Mais ils sont complexes et agissent souvent en sens inverses si bien qu'il est difficile de prévoir ce qu'il en sera dans quelques dizaines d'années.

Les gaz réfléchissant les rayons calorifiques sont nombreux et leurs concentrations dans l'air, très variables. La contribution au réchauffement provient pour 60% de la vapeur d'eau, pour 26% du CO^2, pour 8% de l'ozone et pour 6% du méthane et du dioxyde d'azote.

Nous sommes confrontés à une multitude d'effets contraires, mais tout le monde s'accorde à dire que leur bilan rend le réchauffement de la terre incontournable et qu'il est dû en majeure partie aux activités humaines. Le réchauffement de la terre à la fin du XXIème siècle devrait osciller, suivant les endroits, entre 2° et 6°. Si la fourchette basse semble a priori supportable, nul n'est vraiment capable de dire ce qui se passera si on atteint, ou dépasse, la valeur supérieure.

Des effets nombreux sont déjà en train de se faire sentir : élévation du niveau des mers, mul-

tiplication de manifestations météorologiques autrefois épisodiques et devenues régulières : tornades, tempêtes, inondations, désertification de certaines contrées, disparition d'espèces animales, déplacement des zones de cultures, risque de dégagement de méthane dû au réchauffement et au dégel du permafrost.

Les énergies renouvelables sont-elles toutes innocentes ?

Les énergies renouvelables, toutes à base d'énergie solaire, sont les seules qui, pour l'instant, pourraient nous libérer des combustibles carbonés. Mais elles ne représentent encore que 10% des énergies utilisées dans l'ensemble du monde, soit déjà 2 fois plus que la totalité de l'énergie nucléaire. Sur ces 10%, 6,7% sont d'origine hydroélectrique, ce qui fait de cette source d'énergie la plus importante des renouvelables.

Mais ces énergies sont-elles exemptes de tout danger ? Pour en rester aux énergies hydroélectriques, elles ont des conséquences lourdes : des vallées entières ont été rayées de la carte, et la solidité des barrages n'est pas assurée partout. Toutes les retenues d'eau restent potentiellement menaçantes et les ruptures de barrages ont causé plusieurs centaines de morts. Plus d'une dizaine de ces effondrements ont entraîné chacun entre 100 et 2.000 victimes. En 1954, l'écroulement du barrage de Malpasset fit 423 morts à Fréjus.

Le plus récent des barrages importants est en Chine, celui "des trois gorges", et son gigantisme justifie les préventions qui s'attachent à ce type d'ouvrage : une emprise condamnée de plus de 1.000 km², 600 km² de terres agricoles sacrifiées, 1,4 million de personnes déplacées, disparition de nombreuses espèces animales, et surtout incidence potentielle sur des séismes qui se sont multipliés depuis sa création. Le système hydrique en amont du barrage s'en trouve perturbé, d'où des épisodes de sécheresse, inconnus auparavant. La rupture du barrage menacerait 75 millions de personnes…

Parmi les énergies renouvelables, les éoliennes terrestres sont en plein développement. Si elles sont peu dangereuses, elles n'en sont pas moins sources de nuisances. Sonores pour les voisins, (bien que de gros progrès aient été faits dans ce domaine) et visuellement très perturbantes. Une distance minimum de 500 mètres par rapport aux habitations les plus proches a été imposée. De multiples associations avaient demandé qu'elle soit portée à 1.000 mètres, mais le lobby des installateurs d'éoliennes a obtenu de conserver la disposition actuelle. Dans ces conditions, on peut imaginer l'impact sur le voisinage d'une éolienne de 150 mètres de haut…

Si la surface occupée au sol par une éolienne est faible, l'espace concerné est considérable. Pour 3 MW de puissance nominale (donc très supérieure à la puissance réelle), on obère une superficie de terrain de 4 ha. Si on voulait substituer entièrement des éoliennes à une seule centrale nucléaire de 1.500 MW, il faudrait les installer sur 100 km²… Et nous avons plus de 50 centrales en fonctionnement ! On imagine l'impact sur le territoire s'il fallait un jour remplacer toute l'énergie nucléaire par des éoliennes.

Et elles n'ont pas que cet inconvénient. Elles exigent pour leur fabrication et leur montage beaucoup d'énergie "*grise*". Leurs socles en béton sont pratiquement indestructibles. Les générateurs électriques ont besoin d'aimants permanents, fabriqués à partir de terres rares dont les minerais connus sont en quantité limitée.

De plus, l'intermittence de leur fonctionnement suppose une interconnexion entre les différents sites d'implantation. La France est à cet égard bien placée, car les régimes de vent se partagent entre trois grandes régions où ils sont rarement concomitants. Mais cette interconnexion exige la construction de nombreuses lignes électriques. À l'échelle européenne, il faudrait en construire 40.000 km pour assurer une relative permanence dans la production électrique d'origine éolienne.

Les éoliennes en mer sont les perturbations sur l'environnement le moins difficiles à supporter. C'est un des espoirs sur lequel je reviendrai.

Le solaire thermique et photovoltaïque est moins perturbant, mais pas toujours esthétique. Les panneaux photovoltaïques ne récupèrent en moyenne que le dixième du rayonnement solaire, il en faut donc 10m² pour un seul kilowatt. À titre de comparaison, l'équivalent de la puissance d'une centrale nucléaire représenterait une superficie continue de 15 km² de panneaux photovoltaïques.

D'autres moyens de profiter du soleil sont cependant prometteurs. Par exemple : disposer de très nombreux miroirs pour qu'ils renvoient le rayonnement solaire qu'ils reçoivent sur une chaudière placée au sommet d'une tour. Les Israéliens viennent d'inaugurer une installation de ce type. Le rendement en est a priori bon. Et judicieusement implantées dans les déserts, elles n'engendrent que des perturbations limitées.

Ces précisions relativisent les affirmations (un peu faciles) des partisans de ces technologies : elles ne représentent, en l'état actuel, qu'un apport assez faible par rapport aux autres sources d'énergie. Les rendre vraiment significatives n'est ni immédiat ni sans effet sur notre environnement. Déjà les implantations de champs d'éoliennes se heurtent aux refus massifs de populations voisines. Sur le principe tout le monde est d'accord pour les développer… à condition d'en être loin !

Malheureusement le respect de la beauté de nos paysages n'a que peu de poids vis-à-vis de notre ● ● ●

addiction à l'énergie et, argument majeur, à la création de nouveaux emplois. Comme dans beaucoup de domaines, on s'inquiète assez peu de leurs effets négatifs et même de leur utilité. Comme la dégradation de nos sites est progressive, et qu'elle ne date pas d'aujourd'hui, on a fini par s'y accoutumer.

Le nucléaire est-il incontournable ?

Dans le monde, l'énergie d'origine nucléaire utilisée représente 4,4 % du total. En France, elle est de 33% (et 88% de l'énergie électrique). Sortir du nucléaire est donc plus difficile chez nous, les atermoiements constants sur la fermeture de la centrale de Fessenheim en témoignent. Comme si la signature d'un décret en toute fin d'une échéance présidentielle suffisait à remplir une promesse mal réfléchie ! Marché de dupes où les arguments déployés de part et d'autre, y compris par les candidats à l'élection présidentielle, prouvent soit l'ignorance, soit la mauvaise foi.

Dans l'opinion publique, le mot "nucléaire" est entaché, pour toujours, de l'image d'épouvante des deux bombes d'Hiroshima et de Nagasaki et de leur 250.000 victimes. Bien sûr, une centrale nucléaire n'est pas une bombe, et aux yeux des scientifiques, une explosion est à peu près impossible : la surchauffe d'un réacteur étant contenue par d'innombrables systèmes de sécurité qui n'ont été déjoués que dans trois cas un peu significatifs : Three Mile Island, Tchernobyl et Fukushima. Dans les deux premiers cas, c'est l'insuffisante formation des opérateurs et des erreurs humaines qui ont conduit au sinistre, et dans le dernier cas, une évaluation trop optimiste de l'incidence possible d'un tsunami.

À Three Mile Island, il a été possible de limiter la gravité de l'accident, qui n'a fait aucune victime. Ce n'est pas le cas des deux autres et en particulier de Tchernobyl où de grandes quantités de matières radioactives ont été diffusées dans l'atmosphère. Elles se sont alors répandues sur la quasi totalité de l'Ouest Européen.

En France, de multiples incidents ont frappé nos centrales, mais les dispositifs de sûreté ont à chaque fois bien fonctionné, et aucun n'a, pour l'instant, entraîné de pertes humaines. Ce qui ne veut pas dire qu'il en sera toujours ainsi. La probabilité d'un accident majeur est faible, mais les conséquences en seraient si dramatiques que l'opinion publique est majoritairement favorable à la sortie du nucléaire. D'autant que d'autres questions ne sont pas du tout résolues, comme celle du traitement et du stockage des déchets, et celle du démantèlement des réacteurs en fin de vie

L'uranium, pour l'instant le seul combustible nucléaire utilisé, est de plus en plus difficile à exploiter, et de plus en plus rare. D'autres types de réacteurs sont possibles, à base de plutonium ou de thorium, mais ces produits sont très dangereux en cas de diffusion dans l'atmosphère, en particulier le plutonium.

L'espoir des pro-nucléaires se reporte sur la "*fusion*" dont l'énergie potentielle est presque sans limite. Mais celle-ci met en jeu des températures extrêmes auxquelles aucun matériau ne peut résister. D'où la nécessité de confiner la réaction dans des champs magnétiques intenses qui consomment… plus d'énergie que la fusion n'en fournit, pour l'instant ! De nombreuses années de recherche et des crédits importants seront nécessaires pour résoudre cette difficulté. Dépenses très critiquées par ceux qui les verraient mieux consacrées aux énergies renouvelables.

Les économies d'énergie et le réaménagement du territoire.

On abandonnera donc le nucléaire fondé sur la fission, mais probablement plus lentement qu'annoncé, car nous réduirons peu nos besoins, au moins à l'échelle mondiale. Les inégalités sont telles que le rattrapage des pays les moins consommateurs surpassera sûrement les capacités d'économie des plus favorisés. Toutes ces questions ont été largement débattues au cours des COP successives où 195 pays se sont rencontrés sur des objectifs plus que sur des moyens, même si chaque pays devait préciser les dispositions qu'il comptait mettre en œuvre. Mais les sacrifices à consentir sont si considérables … qu'il est plus aisé de les reporter sur les générations futures.

Pourquoi est-ce aussi difficile ?

En France et dans les pays occidentaux, les deux domaines les plus exigeants en énergie sont le transport et le logement. Dans ces deux domaines des économies importantes seraient possibles.

L'association Négawatt vient de proposer un ensemble de mesures dont l'essentiel s'appuie sur un développement des énergies renouvelables, avec en particulier la biomasse (gazéification de résidus de bois) et aussi, à part égale, sur une sobriété résultant de l'amélioration des logements et des conditions de déplacement.

Aux dires de Négawatt, l'isolation thermique devrait concerner au moins 780.000 logements par an. En fait, pour l'instant, on en est très loin : on parvient à améliorer à peine plus de 200.000 logements par an et souvent avec des performances réduites par rapport aux objectifs annoncés. Il faudrait passer d'un habitat qui consomme en moyenne 180 kWh par m^2 et par an à un maximum de 50.

Les techniques pour y parvenir sont connues et lorsqu'il s'agit de constructions neuves, c'est maintenant un impératif assez facile à satisfaire. On arrive même à des logements à énergie positive, (qui produisent plus d'énergie qu'ils n'en consomment).

Mais c'est une autre affaire pour les logements existants qui, en majorité, ont été construits avant la fin du siècle dernier.
Pour les isoler thermiquement le choix se partage entre deux solutions imparfaites:

• Doubler les murs par l'intérieur et perdre ainsi jusqu'à 10% de surface habitable, avec l'obligation de reprendre les installations électriques, les circuits de chauffage et toute la décoration intérieure.

• Isoler les murs par l'extérieur, solution plus économique et souvent plus efficace, mais qui transforme inexorablement l'aspect extérieur des constructions. Des technocrates ont même imaginé d'imposer la mise en place systématique pour tous les bâtiments d'une isolation extérieure en cas de ravalement des façades. Quelques exemples ont montré la stupidité de cet impératif, et si le principe en est resté, de multiples dérogations lui ont fait perdre à la fois son côté pernicieux et son efficacité.

On peut aussi s'interroger sur l'intérêt d'investir dans des logements qui risquent d'être condamnés à moyen terme parce qu'on ne supportera plus le gaspillage d'énergie dû aux extensions urbaines entièrement conçues sur les déplacements automobiles : elles se sont déroulées sans mesure, les quartiers nouveaux se sont répandus sur les territoires ruraux, de manière si peu dense qu'il est à peu près impossible de les desservir en transports en commun. Les temps de parcours se sont allongés démesurément, avec pour conséquence un gaspillage d'énergie qui touche désormais la majorité des grandes villes.
Quant aux transports de marchandises, les habitudes prises en matière de délocalisation des activités et de spécialisation des productions entraînent, pour chaque objet fabriqué, une succession de déplacements autour du monde qu'il sera difficile de résorber.
Les choix qui ont été faits de privilégier les transports routiers par rapport aux voies ferrées seront lentement réversibles, même si on en avait la volonté, ce qui est loin d'être le cas. Surtout dans un contexte où tout changement se traduit par une perte d'emplois. Le lobby routier est puissant et il dispose de moyens d'action sur lesquels les gouvernements ont peu de prise. L'abandon coûteux de l'écotaxe (près d'un milliard d'euros) en est un exemple flagrant.

Les voitures électriques sont-elles un solution ?

Bien sûr, les véhicules que nous utilisons sont de plus en plus sobres en carburant. Mais ils sont en même temps de plus en plus lourds et pourvus de multiples accessoires consommateurs d'énergie.
La pollution urbaine, en particulier celle due aux particules fines, touche de plus en plus de villes. L'abandon programmé des moteurs Diesel est de ce point de vue positif, mais la tentation est d'aller plus loin, en généralisant les véhicules électriques. Or il n'est pas certain que cette substitution soit favorable au bilan carboné. Tout dépend en effet de l'origine de l'électricité nécessaire à la recharge des batteries. Si le parc de voitures devenait entièrement électrique, ce dont on est encore loin, et si on devait compter comme maintenant sur une électricité presqu'en totalité d'origine nucléaire, il faudrait à peu près doubler le nombre actuel de centrales.
Alors, bien sûr, on mise sur les énergies renouvelables, mais on a vu qu'il faudra déjà en multiplier les installations pour compenser l'abandon progressif du nucléaire.
S'il fallait encore assurer la recharge des batteries de voitures, comment y parviendrait-on ?
Et avec quelles conséquences sur notre environnement ?
Faudra-t-il, au nom de l'exigence énergétique, transformer le jardin que pourrait être la France en un vaste terrain vague où d'énormes éoliennes se dandineraient sans répit au-dessus de l'horizon, flanquées de pylônes électriques démesurés dont les tentacules métalliques envahiraient les nuages, mais que nous devrions supporter sous prétexte d'exploiter au mieux les forces du vent ?

Conclusion

Il m'a semblé nécessaire de sortir du discours manichéen, florissant dans cette période électorale. Si l'objectif est de créer des emplois, on ne se soucie pas de la question énergétique. Alors si l'écologie va dans ce sens, c'est tant mieux ; sinon, on la néglige ou on la combat.
Pour les candidats qui s'intéressent un peu à l'écologie (c'est loin d'être le cas pour tous) les solutions apparaissent : il suffit de substituer les énergies renouvelables aux traditionnelles et la question est réglée, ce qui ne présente que des avantages : on élimine les risques du nucléaire et les pollutions des combustibles fossiles, on crée des emplois et on se prépare un avenir radieux !
Mais s'il est facile de décrire les objectifs, les moyens à mettre en œuvre souffrent souvent d'une absence de précision due à une méconnaissance de la question, déjà perceptible dans le milieu politique.
Or elle l'est encore plus chez les électeurs, c'est la raison pour laquelle dans cette série d'articles consacrée à l'énergie, je me suis attaché à présenter de manière aussi simple que possible les grandes lignes de ce que tout le monde devrait connaître.
Et si j'ai pu paraître pessimiste, j'évoquerai dans un prochain article des pistes qui ne le sont pas et qui me tiennent à cœur.

Michel BERGER

Mérite, quand tu nous tiens !

seconde partie

«...l'idéologie du mérite, indissociable de l'utilitarisme, débouche sur une déshumanisation radicale en extirpant de l'activité humaine la logique du don, de l'action et de la reconnaissance». Dominique Girardot[1]

LE SOCIAL BAFOUÉ

Cette reconnaissance, que nous recherchons en temps que membre de la société, se mute, dans le système néolibéral, en aspiration au mérite, en une concurrence généralisée, soumises aux calculs et aux rapports pervertis qui défont toutes les solidarités et toutes les possibilités de coopération.

La rétribution qui mesure l'apport utilitariste d'un individu délie celui-ci du lien inconditionnel avec les autres desquels il doit tant. Toute moralité est ainsi bafouée puisque la conduite vis-à-vis des autres peut se justifier désormais par le bénéfice calculé qu'on peut en espérer. Tout lien social naturel se trouve utilisé comme moyen pour parvenir à cette fin individualiste de rétribution au mérite. Et cette relation perverse va baigner dans une rivalité constante puisque les autres représentent la source de ce qui nous empêche de faire constater notre mérite personnel. Ces conditions de refus de considérer l'apport des autres dans sa formation et ses réalisations ont pour conséquence de classer la civilité et le respect au rang des futilités. Ainsi, tout ce qui échappe à la maîtrise de l'individu, nous dit Hannah Arendt, ne le concerne pas puisque cela se situe au-delà de l'estimation de son mérite.

Alors se répand une culture de l'indifférence, du mépris et de l'inconséquence. L'homme ordinaire, qui représente la grande majorité des membres d'une société, devient interchangeable. Tel un objet, il se voit ôter toute dignité par des hommes que le positionnement, comme rouages de la grande nécessité productiviste et marchande, rend insensibles. Il peut même s'estimer heureux si, comme les exclus, il n'est pas présenté comme un fardeau. L'exclusion, la banalisation des individus et leurs souffrances, sont justifiées au nom de la rationalisation et de l'efficacité. Les droits qui leur sont octroyés permettent de soulager sa conscience, de s'en désolidariser à bon compte.

Cette idéologie du mérite, en rétribuant chacun comme on achète un objet, suivant une mesure technique de l'effort et du résultat obtenu, détruit la dimension politique qui relie les hommes entre eux, supprime cette véritable reconnaissance de l'autonomie et de la dignité de chacun, qui est certes discutable, toujours mouvante et souvent remise en question, mais tellement humaine…

En fonction de cette sacro sainte liberté individuelle (dont on nous rebat les oreilles alors qu'elle reste à démontrer), il nous semble alors évident que nous méritons notre sort : comment s'attribuer un mérite sans en assumer la pleine responsabilité ?

Cet individualisme exacerbé par l'idéologie du mérite connaît le revers de sa soi-disant médaille. En effet, si le "mérite" récompensé favorise l'orgueil et la vanité et laisse penser que les succès et le bonheur nous appartiennent, l'inverse est également vrai : il nous rend coupable des échecs, de la souffrance, de l'accident, de la solitude, et même de nos maladies. La vie se résume donc à des succès obtenus grâce à des efforts et à des choix judicieux et à des ratages en raison de mauvais calculs. De là peut s'installer ce manque d'estime de soi dont souffre une partie de la population qui s'affuble de la responsabilité de sa vie considérée comme médiocre. Au nom de l'intérêt collectif qui est surtout celui des possédants, les méritants peuvent se partager la plus grande part du gâteau en proportions de leurs "mérites", aux inaptes, les restes.

La vérité est pourtant toute autre. Il serait temps de rappeler à tous qu'ils ne maîtrisent pas complètement le cours de leur vie, que tout ce qui leur arrive n'est pas lié à leur volonté et à leurs choix. Mais cette évidence ne peut s'inscrire dans l'air du temps. Elle passe pour un vulgaire préjugé sentimentaliste, qui fait obstacle à la rationalité nécessaire face aux défis économiques actuelles. Au nom de la liberté individuelle, considérée comme la racine du progrès, il n'y a plus ni malchance ni contingences néfastes, il n'y a que des défis à relever, des situations à maîtriser. Alors comment expliquer les atteintes successives envers la sécurité sociale, sinon par l'application de la notion de mérite qui «*responsabilise*» le malade vis-à-vis de la maladie, en l'affublant de négligence et de paresse ? Même les règles élémentaires de la sociabilité sont ainsi oubliées au nom du réalisme, d'un soi-disant contrat social qui institue l'obéissance de chacun aux règles économiques de la société.

«*Dis-moi combien tu gagnes, je te dirais com-*

bien tu vaux…»[2]. Cette notion du mérite, plutôt floue, non rationnelle et douteuse, retrouve toute son affirmation à l'aide d'arguments tels que l'argent et la médiatisation *people.* Ces références effacent tous les doutes et présentent les preuves irréfutables du mérite puisque celui-ci devient visible. «*"Je le vaux bien" se traduit par "je vaux tant"*»[3]. D'où la consommation de luxe et les exhibitions à la télévision… D'où l'importance de porter des vêtements de marques et la fameuse montre Rolex prônée par Jacques Séguéla pour preuve de réussite. En prétendant mesurer la valeur humaine en montres Rolex et en traitements VIP, on en arrive à de nouvelles sortes d'indulgences !
La mesure du mérite par manque d'arguments conduit à la vulgarité.

La reconnaissance bafouée

En réalité, cette notion du mérite n'est qu'une déformation malveillante, à des fins utilitaristes, du besoin de reconnaissance, en exacerbant la liberté individuelle.
Nier les relations abondantes et vitales entre l'individu et son milieu social ne fait qu'engendrer une société inhumaine dans laquelle les traumatismes infligés au sens moral naturel conduisent à des comportements déraisonnables et malsains[4].
Par la reconnaissance, c'est une relation continue avec la société que l'individu attend. Pas une mesure froide du mérite, en forme de sanction. C'est une attente permanente et parfois inconfortable, mais c'est le lot pour devenir soi et construire son autonomie. La vérité n'existe pas en soi mais entre nous. Certes, la maîtrise de nos actions nous échappe, notre liberté est toute relative, et la chance joue avec nos intentions, mais nous avons absolument besoin d'en connaître les conséquences et l'opinion d'autrui à leur sujet. De même que nous avons besoin de reconnaître, d'estimer et juger les actions d'autrui. Cette réciprocité est constructive. Nous ne sommes que dépositaires de nos qualités, pas propriétaires, c'est pourquoi nous avons tant besoin des autres pour nous les révéler et les exprimer. Il ne s'agit pas d'une rétribution qui nous serait due, mais d'une aspiration. Chacun amorce la réciprocité par le don, par son action, où se mêlent générosité et intérêt. La reconnaissance respecte l'homme en tant que singularité, en tant qu'être unique alors que le mérite avec ses mesures et ses évaluations, produit des individus interchangeables, rangés par catégories.

Individu et société

Comme l'exprime Hannah Arendt, «*le sens de la vie humaine se situe sur un point d'intersection entre singularité et pluralité. Vivre pour un être humain c'est vivre parmi*»[5]. Elle précise qu'agir pour un homme manifeste la valeur qu'il accorde au fait de vivre ensemble. L'idéal humain se concentre sur le fait de montrer qui nous sommes, de réaliser l'idée que nous nous faisons de nous-mêmes et de la communauté humaine. Il faut dépasser l'opposition, longuement entretenue, entre individuel et collectif et prendre conscience que l'autonomie n'est pas indépendance mais ***inter***dépendance, parce qu'on a besoin des autres pour être reconnu, pour être soi.
L'autonomie n'est pas non plus aliénation puisque la relation aux autres produit de la coopération et permet l'expression politique.
Il ne s'agit pas, comme on y est incité, de s'en tenir en priorité à l'efficacité économique.
La société humaine n'est pas celle des fourmis ou des termites.
Il s'agit d'accorder autant d'importance aux valeurs morales, esthétiques, sociétales et relationnelles.

Comment ?

Il faut reconnaître à l'individu des besoins d'appartenance, de réalisation de soi et de reconnaissance. Et l'humanité doit considérer comme un lot commun l'ensemble des aptitudes et des tares, des sorts heureux et malheureux de tous les individus. Pour concilier ces deux points de vue incontestables, il faudrait toujours revenir à ces piliers de l'organisation sociale que sont l'économie et la politique, la première en est le socle, la seconde en est le paradigme.
Nous constatons combien le capitalisme, d'autant plus sous sa forme néolibérale actuelle, est inadapté. Et que la notion de mérite ne fait que l'enferrer dans son incompétence.
L'économis distributive, que nous défendons dans ces colonnes, se préoccupe de reconstituer cette relation essentielle entre l'individu et le collectif, dans une conception de la société que l'on pourrait rapprocher de la définition de "socialisme libertaire"donnée par Noam Chomsky. La société est un concept trop sérieux pour être considérée comme un stade où se jouent des compétitions. Ou qu'elle doit être organisée comme une usine de production. C'est pour cela que l'idéologie du mérite n'y a pas sa place.
Sortons de ce poncif injurieux selon lequel il faudrait que les hommes soient menacés d'être privés de tous moyens d'existence pour qu'ils acceptent de participer à l'œuvre commune !
Enfin nous, les occidentaux, nous comblerions notre retard sur les peuples ancestraux en ce qui concerne l'organisation d'une vie sociale sereine si nous étions capables de faire toute confiance en l'être humain, dès lors que lui sont assurés l'accueil, la reconnaissance et les moyens de sa réalisation personnelle. Donner la priorité au don, c'est enclencher un proces-

sus qui s'autoalimente, celui du donner/recevoir /rendre. C'est reconnaître la valeur accordée à l'autre. Car donner c'est toujours à la fois se donner et se lier.

C'est s'identifier par ce mouvement, tant du côté de la société que de celui de l'individu :

• Pour la société, donner correspond à l'accueil de l'individu, au respect qui est accordé au simple fait d'être humain ; recevoir indique que le sujet accepte le don et l'accueil, ce qui le met au défi de rendre, par besoin de justice, mais aussi pour obtenir la reconnaissance qu'il recherche.

• Pour l'individu, donner montre qu'il s'identifie au groupe, qu'il accepte la société proposée ; recevoir indique que la société est en accord avec ce qu'elle l'entérine, ce qui la met au défi de rendre, en accordant sa reconnaissance et les moyens pour une réalisation de soi.

L'application du don réciproque, au-delà du progrès social qu'il fait entrevoir, permet de rester réaliste quant aux ambivalences humaines, en tenant compte de ces contradictions telles que, par exemples, l'intérêt égoïste et l'empathie, le calcul et le désintéressement, l'être et le paraître, la bienveillance et l'agressivité.

EN CONCLUSION

La sélection au mérite est élaborée comme moyen fallacieux destiné à utiliser le peuple, à lui faire admettre qu'il faut qu'il coopére au bon fonctionnement du système néolibéral, défenseur du productivisme et du pouvoir de la finance pour permettre la suprématie et les privilèges d'une caste. Elle n'est rien d'autre. Comment compter jalousement ses mérites alors que chacun doit tout aux autres ?

Il serait temps, pour l'avenir de notre civilisation, que soit reconnu ce lien qui nous unit tous et que soit enfin construite une société axée sur le vivre ensemble.

La vie humaine partagée entre autonomie et dépendance, passant de soi aux autres pour exister, se révéler, trouve sa véritable voie dans l'engagement politique et le don réciproque, toujours incertains, toujours à entretenir et à peaufiner. T out le contraire du mérite individuel évalué tel une marchandise !

L'égalité des conditions économiques par le revenu universel inconditionnel est une des bases d'une véritable démocratie et un moyen de se rapprocher de l'égalité des chances, non pas pour se lancer dans la compétition sociale, mais pour réaliser son projet personnel de vie. Ce revenu permettrait de réaliser notre projet de société qui est de partager entre tous les moyens d'une vie décente, démocratiquement définie.

François CHATEL

Références :

1. Dominique Girardot, *La société du mérite*, page 17, éd. Le bord de l'eau.
2. Yves Michaud, *Qu'est-ce que le mérite* ?, éd. Gallimard (p. 283).
3. idem, p. 284.
4. François Chatel, *Le sens moral fait du bien*, *GR* 1182.
5. D. Girardot, *La société du mérite*, page 212, éd. Le bord de l'eau.

AVP, LES AUTRES VOIX DE LA PLANÈTE

À tous ceux qui souhaitent vraiment s'informer et comprendre le monde dans lequel ils vivent, nous ne saurions trop conseiller la lecture de la revue semestrielle AVP publiée par le CADTM. Le numéro qui vient de sortir est une analyse approfondie des dettes illégitimes, dans le monde entier : des familles réduites en esclavage, des étudiant(e)s poussé(e)s à se prostituer, des familles mises à la rue, au profit des banques. Y sont décrits l'endettement privé qui a servi, depuis 5.000 ans, à asservir, spolier et déposséder les classes populaires, le microcrédit qui profite à un vaste réseau de gouvernements, d'ONG et de banques qui se cachent derrière la lutte contre la pauvreté… mais contre lequel des femmes africaines s'unissent, les pièges du surendettement de personnes qui ont pourtant un salaire (trois ménages sur quatre aux États-Unis sont endettés), les dettes paysannes qui influencent les politiques agricoles en développant les monocutures et l'exportation, et enfin l'espoir apporté par les mobilisations contre la dette, telles celle des étudiants en Belgique et au Québec et celle du mouvement STRIKE DEBT (=grève de la dette) qui vient de réduire à néant plus d'un million de dollars de dettes médicales dans le Kentucky et l'Indiana.

L'abonnement en France pour 2AVP et 2 autres publications par an est de 38 € (mais seulement 22 pour les petits revenus) par chèque aressé au CADTM, 130 avenue de Versailles, 75016 Paris.

Un père livre ses repères

Antidote est le titre du livre qu'un de nos plus fidèles lecteurs vient de publier pour, explique-t-il, livrer ses repères :«*à notre précieuse descendance lancée imprudemment dans un monde que je commence seulement à décoder, aux compagnons de route idéalistes, mêlés aux autres, avec lesquels j'ai cheminé un demi-siècle à la poursuite d'un monde meilleur*».

À la lecture, très agréable, de ces 125 pages on comprend que ce qui est à l'origine des réflexions, puis des convictions, du presque centenaire Michel Leclere, c'est la question suivante : comment se fait-il que les gouvernements, pas seulement ceux de notre pays, trouvent facilement, et quasi instantanément, d'énormes moyens financiers quand ils décident de mener "la" guerre, alors qu'ils sont absolument incapables de trouver les sommes beaucoup moins importantes qui leur permettraient d'éradiquer la pauvreté ? Ils savent distribuer des engins de mort, mais pas distribuer des moyens pour vivre !

À l'appui de cette réflexion, il s'est livré à des recherches qu'il résume en chiffres :

La première guerre mondiale a mobilisé 73 millions d'hommes, tué 10 millions de militaires et 8,7 millions de civils. Son coût financier a été évalué par la SDN en 1919 à 10.000 milliards de l'époque, ce qui correspond à 13.000 milliards d'euros 2016. Avec cette somme, «*on aurait pu fournir une villa meublée, avec jardin et dépendances, d'une valeur de 100.000 francs à TOUTES les familles*» des 7 grands pays en conflit …et construire «*dans toutes les villes de plus de 200.000 habitants de ces mêmes pays : un hôpital de 125 millions, une bibliothèque de même valeur, une université de 250 millions*». Le reste aurait pu constituer un fonds de réserve pour verser un traitement de 25.000 francs en moyenne à 125.000 enseignants et 125.000 médecins et infirmiers.

Dans la seconde guerre mondiale, «*100 millions d'hommes ont été mobilisés… la violence a pris des proportions inédites*, jusqu'à *l'usage de deux bombes atomiques… et elle a fait 55 millions de morts dont 39 millions d'européens.*»

Dans un courrier récent, il complète avec les chiffres qui lui manquaient : «*le coût de cette guerre a été estimé à 450.000 milliards de 1946, ce qui se traduit pour nous par un montant approchant le million de milliards de dollars*» et il pose la question : «*Combien une telle somme aurait-elle pu générer de bienfaits au service de l'humain ?*», il commente : «*C'est pourquoi je réclame la même technique financière pour distribuer des biens, réconfortants cette fois. Cela accroîtrait notre richesse commune, évaluée par l'INSEE, en 2012, à 10.000 milliards en ce qui concerne le patrimoine des Français et à 1.750 milliards celui des administrations publiques. Voila ce que l'on peut appeler un capital !*».

Et il conclut : «*à une société du chiffre il faut lutter avec les mêmes armes !*»

Antidote contient beaucoup d'autres données, des références utiles et des schémas éloquents pour amener le lecteur à comprendre la nécessité et la possibilité de l'économie distributive.

Il présente aussi un très grand nombre de citations, dont certaines sont très surprenantes de la part de leurs auteurs. Qu'on en juge en trouvant de qui sont les suivantes* :

1. «*L'économie, la chose la plus aléatoire, hissée au rang de science, se substitue à la politique. Elle accroît les inégalités et la domination de la classe technocratique qui reste au pouvoir à travers tous les gouvernements.*»
2. «*Je doute que l'économie puisse devenir une véritable science, tant sa matière première est liée à des intérêts et à des idéologies.*»
3. «*L'économie n'est ni objective ni technique. Elle résulte d'une volonté et des actions humaines, donc politiques. La théorie économique ne sert pas à comprendre un système, mais distrait de faits gênants et assure une vie tranquille aux économistes alliés du régime qui les fait vivre.*»
4. «*L'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, l'argent qui ruine et l'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes.*»
5. «*On a tout avec de l'argent, sauf des mœurs et des citoyens.*»
6. «*Si l'homme ne peut être nourri par son travail, il faut qu'il le soit par le travail de la machine.*»

*si vous ne trouvez pas… les réponses sont données …plus loin !!

C'est beaucoup de finesse, de pertinence et de solides arguments que nos lecteurs peuvent trouver dans ce livre, que son auteur est prêt à leur expédier contre 12 euros en paiement. Son adresse mel est

michel-leclere @ yahoo . fr

et son téléphone

03 26 85 52 14.

M-L D.

Je suis déçu par le résultat des Présidentielles, mais pas étonné; La politique d'austérité que va imposer Macron aux classes moyennes et modestes ne fera qu'augmenter le nombre d'adhérents à l'extrême droite. Je suis assez stupéfait et écœuré de voir certains éléphants du PS se précipiter dans les bras de Macron, sans doute pour continuer de se gaver aux râteliers de la République. Il faut espérer que les législatives fassent contre-poids à la Macronite aiguë, mais entre les ordonnances et le 49/3, la démocratie a du souci à se faire !

S.B., Vaulx en-Velin

***

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt la réponse de François Chatel concernant les instincts de dominance et sexuel. En lisant Wilhem Reich, je comprends la sexualité comme un besoin qu'il faut accepter, accueillir et cultiver.
Aujourd'hui, dans nos sociétés, il y a beaucoup d'entraves à sa culture et ceci provoque des névroses, des comportements malsains (pornographie, prostitution…) et anticoopératifs (calomnie, jalousie…).
Quand les besoins naturels sont satisfaits, nous pouvons être plus sociables et plus créatifs, sinon, des troubles profonds subsistent. Wilhem Reich, ainsi que Henri Laborit que je relis en ce moment, mettent l'accent sur l'éducation des enfants pour accompagner et canaliser les forces naturelles. Cette nouvelle éducation ne permet pas de reproduire notre cadre économique actuel qui est le capitalisme : comment changer de cadre économique avec des gens éduqués pour vivre dans ce cadre ?

Y. R., Metz.

***

Je souhaite participer (modestement) à la continuité de votre œuvre, alors j'arrondis le montant de mon abonnement…
Merci pour votre action que j'aimerais voir relayée plus encore auprès d'un public jeune qui a du mal à se mobiliser. Je pense au film "Demain", maintenant en DVD avec un livre qui l'accompagne. Je veux dire par là que ce serait bien d'exprimer plus de concret, des initiatives, des réalisations. Ce n'est pas une critique. Je n'ai moi-même à cet instant que peu de choses à proposer, sinon rien, malheureusement. Mais cela peut changer et je ne manquerai pas de vous en faire part. Être positif, ne pas se lamenter, dénoncer, exprimer des idées et des hypothèses est déjà une belle avancée. Changer, établir de nouvelles réalisations concrètes est de toute façon difficile, ne pas baisser les bras est le gage d'arriver à le faire, à un moment ou à un autre.

S. B., Paris, 11ème

Réponse :
Des expériences de réalisations concrètes de relations économiques qui se veulent solidaires et non capitalistes, il y en a des foules de par le monde. Les AMAP, par exemple. La grande presse n'en parle guère. Ce sont des manifestations presque spontanées du refus des délocalisations et des secrets capitalistes dont on a compris que, par intérêt financier, ils cachent trop souvent des malfaçons. Le souci de savoir ce qu'on mange pour préserver sa santé y est pour beaucoup. Mais pas seulement, comme le prouve le foisonnement des monnaies parallèles qui, elles, témoignent du rejet de l'argent conçu pour rapporter, donc de l'accumulation capitaliste.
C'est dans toutes ces initiatives que repose aujourd'hui l'espoir d'un vrai progrès social… mais à condition qu'il s'accompagne d'une réflexion vraiment constructive, d'un approfondissement plus géné-

Nous ne saurions trop suggérer à nos lecteurs de faire le plus possible découvrir La Grande Relève à leurs proches, d'abord pour les aider à réfléchir, et puis pour les inciter à s'abonner.

S'abonner est en effet le meilleur moyen de soutenir ce journal qui, écrit et mis en pages par des bénévoles, ne vit que grâce à ses abonnés, sans publicités payantes et sans la moindre subvention.

Merci à nos abonnés de nous économiser des frais de rappel en surveillant la date d'échéance de leur abonnement : nous l'indiquons sur l'étiquette à leur nom qui est collée sur les enveloppes d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous l'imprimons plus gros, mais nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE

Y. Broutin 50 - C.Eckert 17-J. Chauvin 27-S. Buffet 27. Total 121 euros

Merci à tous !

C'est grâce à cette souscription que nous pouvons poursuivre la publication du journal sans en augmenter le prix, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.

ral et de plus grande envergure. Donc à condition que ces expériences ne se limitent pas à ouvrir un parapluie pour se mettre à l'abri des conséquences du capitalisme, qui poursuit ses méfaits dans l'entourage !

Or, dès lors que les "responsables" politiques sont devenus des professionnels, menés par leur ambition, loin des réalités concrètes du quotidien de leurs mandants, on ne peut pas compter sur eux pour imaginer une société plus "humaine".

Ce qui peut "l'emporter" c'est donc la réflexion, le bon sens et l'imagination de ce qu'on appelle "la base", c'est-à-dire de la société civile.

C'est pourquoi nous consacrons nos forces à présenter des réflexions et des propositions qui détonnent parmi toutes ces rengaines vantant la consommation, la compétition, la soumission à la "*valeur travail*" et à la croissance pour on ne sait quel "redressement" prétendu nécessaire pour que "nos" entreprises gagnent des marchés !

Mais ces refrains sont assourdissants. Et comme il est bien plus facile de se laisser porter par l'idéologie dominante que d'oser penser à contre-courant… il est de plus en plus difficile de faire lire un journal qui demande un effort de réflexion et de bon sens !

Surtout quand nos analyses tentent de dévoiler les mécanismes monétaires, car il s'agit là de mettre en cause l'outil qui permet de museler toute émancipation… tant qu'il reste ignoré du grand public.

Comment nous aider ? En faisant lire le journal, en le commentant, en rédigeant des réflexions à y publier, en saisissant toute occasion de suggérer autour de vous que la coopération est préférable à la rivalité et qu'il serait temps d'imaginer une société basée non plus sur l'échange, mais sur le partage, celui des tâches qui restent nécessaires parce qu'évidemment utiles et celui des richesses produites ensemble avec de moins en moins de mal grâce aux moyens techniques disponibles.

***

Je suis un individu de la génération "Facebook, McDonald's et Smartphone". C'est pourquoi, chaque jour, je vis de façon isolée afin de protéger au mieux ce que la nature m'a donné, c'est-à-dire un cerveau et un corps. Ainsi je n'appartiens plus à aucune génération et j'observe l'aliénation générale des personnes qui représentent la majorité de nos sociétés dites "développées". Il me semble que la nature devrait être protégée de l'humain pour l'humain et qu'il est temps d'organiser une décroissance démographique.

K. C., Pornic.

Les auteurs des citations relevées par M. Leclere (p. 13) sont :
1. Claude Allègre ; 2. Maurice Allais (*dit "prix Nobel d'économie"*) ; 3. Friedrich von Hayek (*le "pape" de l'ultralibéralisme!*) ; 4. François Mitterrand ; 5. Jean-Jacques Rousseau et 6. Le cardinal Saliège (*archevêque de Toulouse*).

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

France, *régime intérieur pour la Poste.* . . . . . .23 euros.
(soutien : + 14 *euros par an, par exemplaire en plus, chaque mois)*
DOM . . . . . .26 euros.
TOM . . . . 29 euros.
International, *suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014*
Zone 1 (Bénélux, Espagne,R-U, Suisse, …) . . . .29 euros.
Zone 2 (autres pays européens) . . . . . .27 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis,…) . . . . . .30 euros.
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,…) . . . . . .31 euros.

RÈGLEMENTS :

par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de
La Grande Relève
et envoyé
88 Bd Carnot
78110 Le Vésinet France
N° de compte à la banque postale 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

• JE PROLONGE MON ABONNEMENT À *LA GRANDE RELÈVE* POUR.....
• JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) MENSUEL(S) À PARTIR DU N° .....
ET VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE *(merci d'écrire en majuscules bien lisibles)* :
M. Mme, ou Melle, prénom, nom : .....
immeuble (éventuellement) : .....
N° et voie : .....
code postal et commune : ..... *pays*.....
• JE COMMANDE LES OUVRAGES SUIVANTS : .....
.....
.....
POUR CELA, J'ENVOIE LA SOMME DE .....euros
PAR CHÈQUE N°..... *(préciser la banque)* : .....
DATE : SIGNATURE :

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, nous affirmons qu'il faut rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable, et à cette fin, remplacer la monnaie actuelle par une monnaie qui ne circule pas donc qui ne puisse pas être "placée" pour "rapporter". Une telle monnaie, émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, mais laisse au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont alors deux flux permanents qui s'équilibrent. Ce sont les citoyens qui en définissent l'intensité en décidant démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres et de recevoir leur part d'usufruit de notre héritage commun.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR :

• ***JACQUES DUBOIN***

Extraits choisis dans son œuvre (3 euros).

Aujourd'hui introuvables, plusieurs de ses livres ont été numérisés, et leur texte intégral est disponible gratuitement sur notre site internet.

• ***ET SI ON CHANGEAIT ?***

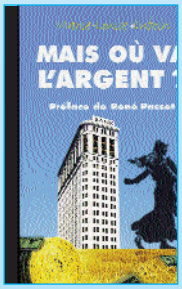
Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (4 euros).

• ***LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000***

Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (13 euros).

• ***MAIS OÙ VA L'ARGENT ?***

l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer.
(éd. du Sextant, 240 pages, 13 euros).



• D'anciens numéros sont disponibles (3 € chacun).

Tous ces prix incluent les frais d'envoi.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié

(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone *seulement les lundi après midi* : 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Site internet : http://www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)